

1 — Les échanges de marchandises

1.1. Les échanges de produits manufacturés

L'excédent des échanges de produits manufacturés qui s'était redressé au second semestre 1982 a retrouvé au premier trimestre 1983 les plus bas niveaux atteints au premier semestre 1982 (de l'ordre de 1,5 milliard par mois). Ainsi, malgré l'allègement du coût énergétique dont bénéficie alors la France, le déficit commercial global s'est accru pour atteindre sur les trois premiers mois de l'année 1983 7,5 milliards de francs par mois en moyenne.

Face à cette situation, des mesures nouvelles ont été prises qui visent à limiter la croissance des importations, principalement en pesant sur la demande. De fait, l'excédent des échanges de produits manufacturés s'est redressé dès les mois d'avril et mai (excédent moyen de 4,6 milliards).

*Cette amélioration est particulièrement visible sur le déficit de l'ensemble des échanges commerciaux d'avril (-1,5 milliards) qui bénéficie d'autre part d'importations énergétiques anormalement faibles. Au contraire le déficit de mai, bien qu'intégrant le même solde industriel, est d'un ordre de grandeur comparable au déficit mensuel enregistré en moyenne au cours du premier trimestre 1983 (- 7,7 milliards) : un solde pétrolier exceptionnellement défavorable en est la cause.*

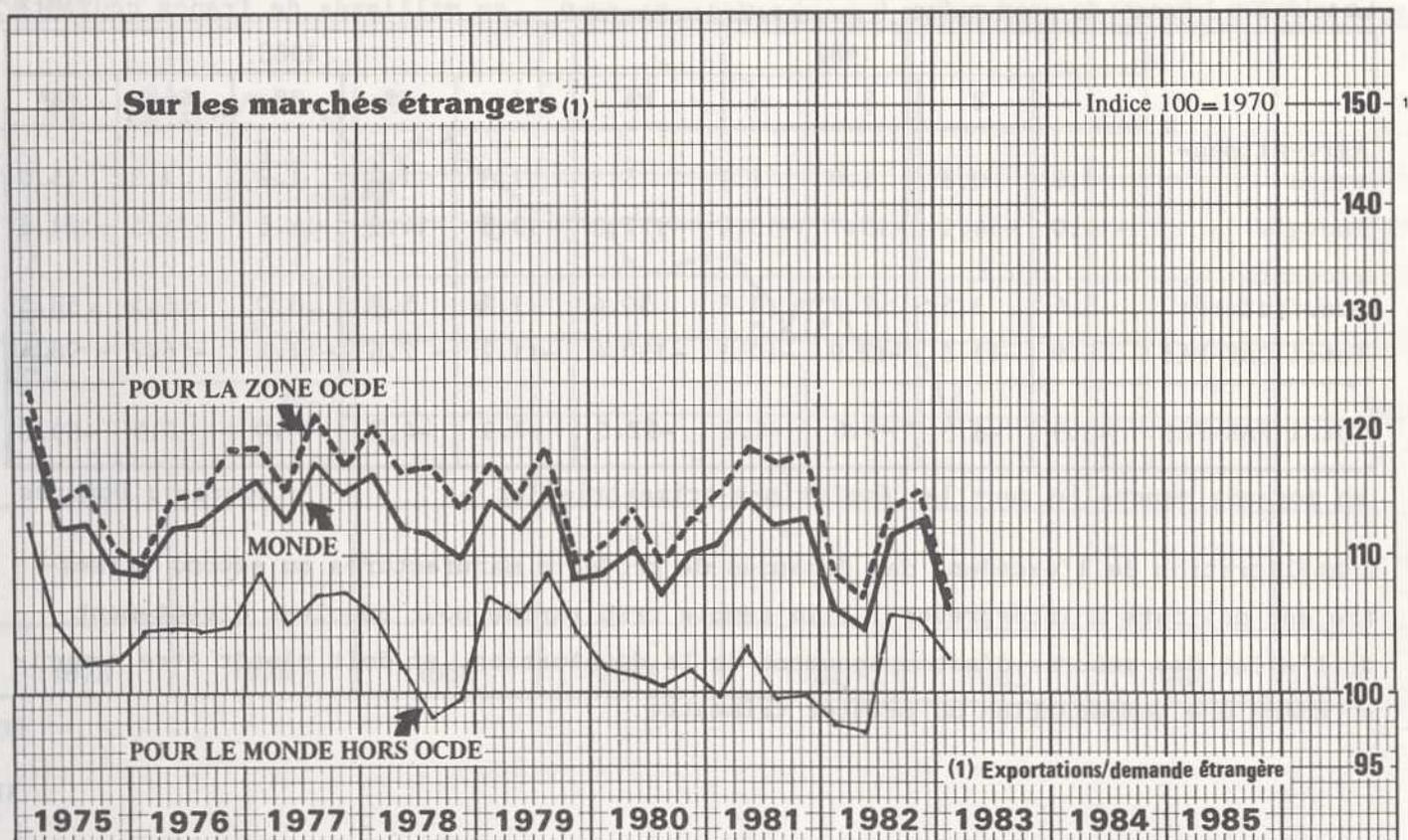
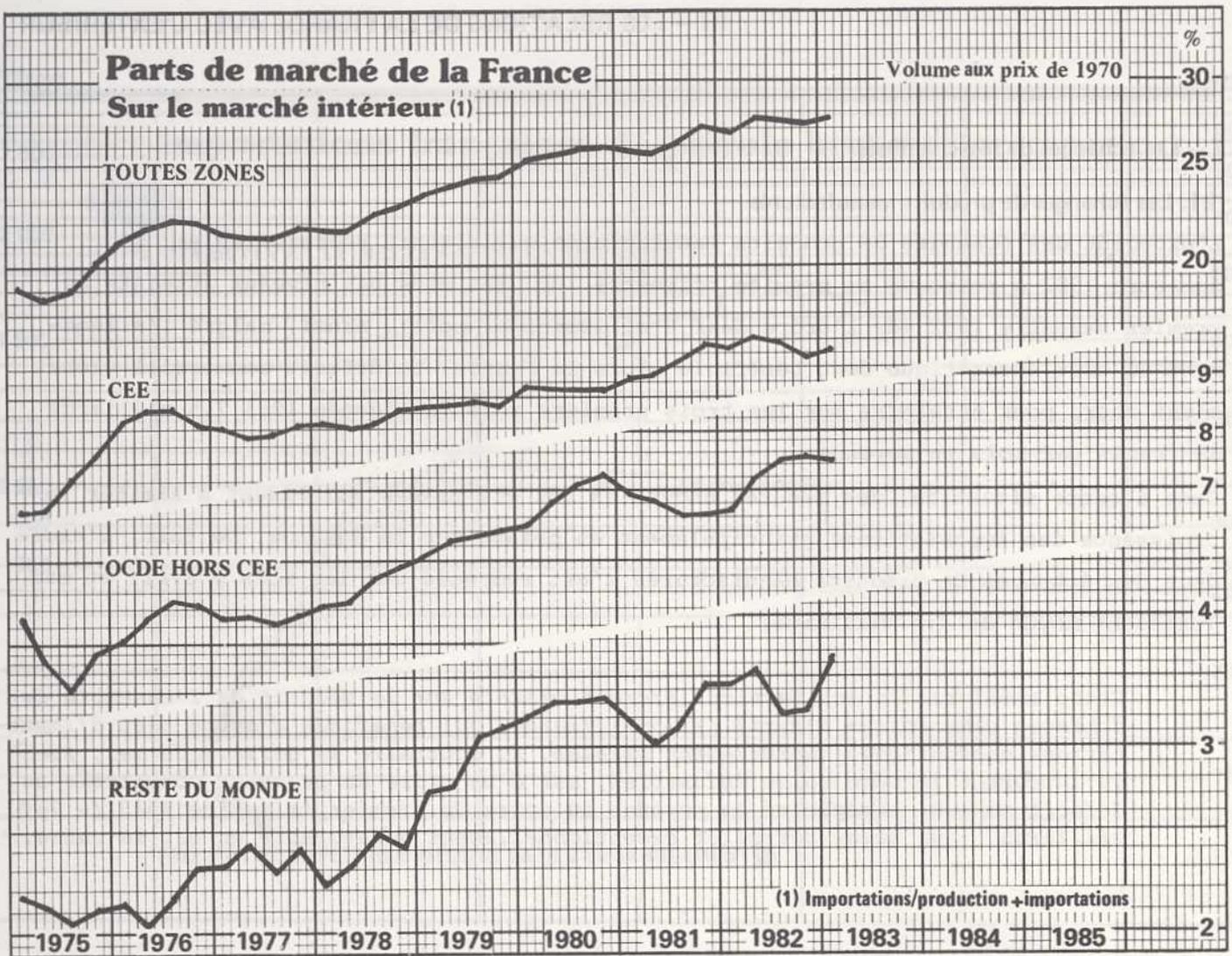
Le solde des échanges de marchandises (y compris matériel confidentialisé) en milliards de francs courants

	1982					1983				
	1	2	3	4	MA	1	2*	3*	4* <sup>83</sup> 1-2-84	MA* 83
Agro-alimentaire	1.6	0.8	1.0	1.7	15.1	1.3	1.3	2.5	2.4	22.3
Energie	-14.0	-14.2	-15.7	-15.4	-177.9	-13.8	-14.4	-14.1	-13.8	-168.6
Produits manufacturés	3.4	1.5	2.1	3.3	30.6	1.2	5.3	7.3	6.5	60.8
Total CAF-FAB	-8.9	-11.6	-12.9	-10.1	-130.4	-11.2	- 7.6	-4.3	-4.3	-82.2
Total FAB-FAB	-5.9	-8.5	-9.6	-6.8	-92.6	-7.9	-4.3	-1.0	-0.8	-42.2

en moyenne mensuelle pour les évolutions trimestrielles

source : Douanes

L'amélioration de l'excédent des échanges de produits manufacturés au second trimestre est délicate à interpréter : elle semble trop rapide pour résulter directement de l'effet des mesures d'accompagnement de la dévaluation, et doit plutôt être comprise comme une compensation du premier trimestre.



## Le volume des échanges de produits manufacturés

Evolution en %

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
Exportations	-5.3	-1.6	2.8	0.8	-3.3	-3.9	-3.9	4.0	-1.0	1.0	-0.2	0.3
dont équipement professionnel	-9.5	0.1	5.7	1.3	-3.0	-4.2	-9.3	5.0	0.5	1.4	-2.9	-1.7
Importations	-0.9	5.3	-2.4	-0.1	1.8	7.1	2.9	-6.0	-1.0	0	-4.3	-2.2
dont biens intermédiaires	-0.4	2.2	-9.3	2.7	-5.2	2.7	6.8	-4.0	-3.0	-1.5	-2.0	-0.7

source : C. T.

Pour des raisons non entièrement élucidées (attente de la dévaluation, aléa...), les exportations françaises de produits manufacturés ont chuté au premier trimestre, spécialement dans les biens d'équipement professionnel et dans l'automobile. Elles semblent se redresser vigoureusement au deuxième : les résultats du mois d'avril et mai permettent de penser que le deuxième trimestre compensera la chute du premier.

Comme les exportations, et pour des raisons analogues (anticipation de la dévaluation...) auxquelles il faudrait sans doute ajouter une mauvaise anticipation de la demande, les importations industrielles ont connu une évolution atypique au premier trimestre 1983, c'est à dire dans ce cas, une progression très importante eu égard à la faiblesse de la demande, particulièrement pour les biens intermédiaires, les biens d'équipement et l'automobile. Un retournement s'amorce nettement aux mois d'avril et mai, qui devrait permettre une chute du volume des importations au deuxième trimestre.

*Au premier trimestre 1983, du fait des avances dans le calendrier des achats à l'étranger et des retards dans celui des ventes, les stocks des industriels et des commerçants se trouvent transitoirement alourdis : la moitié du stockage total dans l'industrie au premier trimestre pourrait leur être imputable. Le retournement de ce phénomène au deuxième trimestre contribue à alléger les stocks d'autant. Pour les biens intermédiaires, la baisse des importations aux mois d'avril et mai semble assez modérée : les industriels anticipant des hausses de prix des matières premières ont continué jusqu'à la mi-1983 à constituer des stocks de demi-produits qu'ils souhaitent maintenant alléger.*

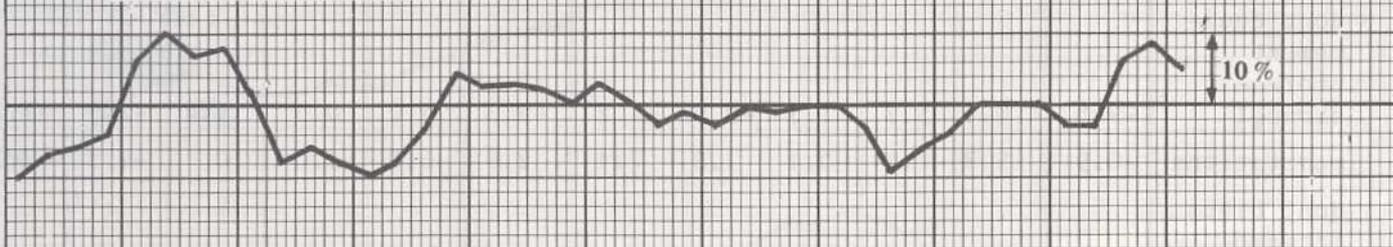
Si les chiffres du mois de juin confirmaient l'hypothèse d'une compensation des faibles excédents industriels du premier trimestre par des excédents importants au deuxième, les résultats du premier trimestre n'apparaîtraient plus comme aussi mauvais, mais ceux du deuxième correspondraient à un point anormalement favorable. Le profil des évolutions des échanges de produits manufacturés au troisième trimestre en serait perturbé, car il marquerait le retour à un niveau normal à partir d'un niveau trop haut pour les exportations et trop bas pour les importations.

Les exportations de produits industriels pourraient ainsi cesser de progresser au

## Compétitivité des produits français\*

(Une remontée de la courbe traduit une amélioration de la compétitivité)

### Sur le marché intérieur (1)



### Sur les marchés étrangers (2)



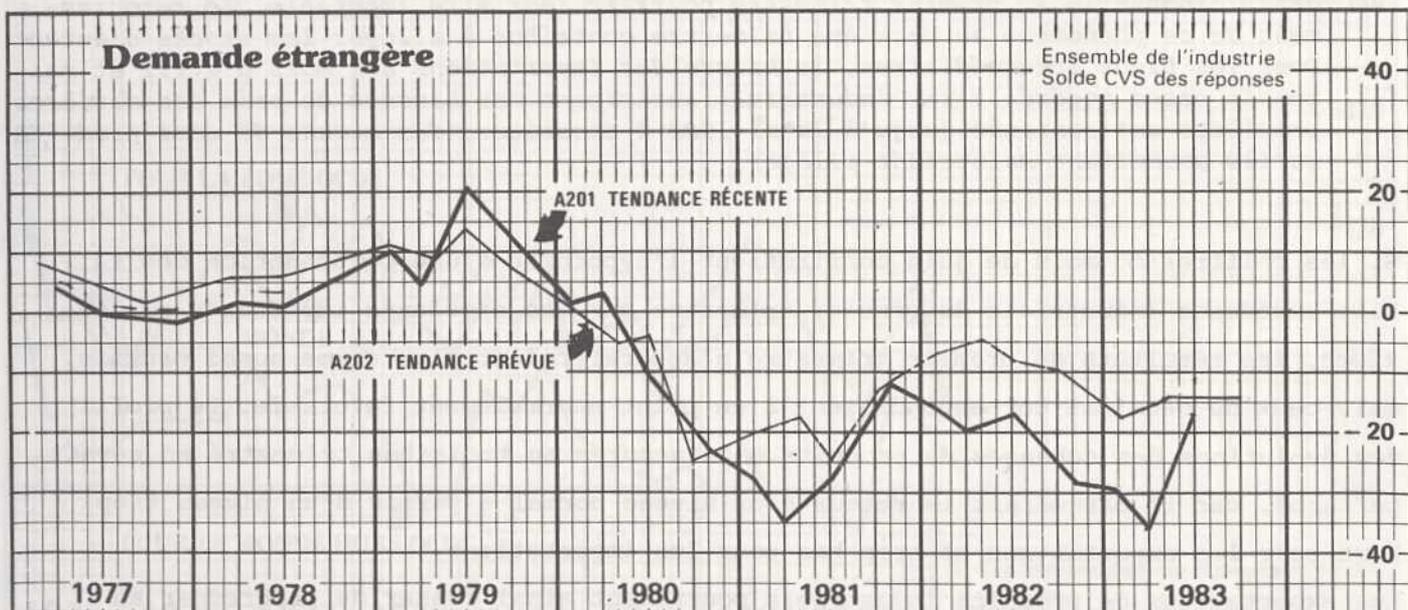
\*Corrigé de leur tendance

(1) Prix importations/Prix production

(2) Prix exportations des concurrents en francs/Prix exportations françaises

## Demande étrangère

Ensemble de l'industrie  
Solde CVS des réponses



troisième trimestre malgré la légère croissance de la demande mondiale et retrouver en fin d'année une augmentation compatible avec celle-ci.

Les importations industrielles ne devraient guère baisser à partir de leur niveau du deuxième trimestre.

D'ici à la fin 1983, le solde des échanges de produits manufacturés s'améliorerait faiblement par rapport au niveau du deuxième trimestre ; il resterait voisin des 5 à 6 milliards de francs d'excédent par mois.

Du quatrième trimestre 1982 au quatrième trimestre 1983, une fois éliminées ces fluctuations erratiques des trois premiers trimestres, l'évolution annuelle prévue pour les importations industrielles correspond à une légère baisse du taux de pénétration des produits étrangers (de l'ordre de 0,5 point). Quant aux exportations industrielles elles n'auraient pratiquement pas progressé alors que la demande mondiale augmenterait d'environ 2 %.

Rappelons qu'au second semestre 1982, le taux de pénétration des produits étrangers s'était stabilisé et avait même baissé pour les produits européens. Au premier trimestre 1983, sa remontée semble liée aux importations de matières premières puisqu'elle concerne surtout les produits en provenance des pays non OCDE.

En revanche, les parts de marchés à l'exportation, au delà des fluctuations importantes au trimestre le trimestre, ne semblent pas globalement refléter d'amélioration jusqu'au premier trimestre 1983.

Il est possible que le contrôle des prix de vente sur le marché intérieur limite la pénétration des produits étrangers en France mais que sur les marchés extérieurs où les prix sont élevés et sur lesquels les exportateurs peuvent restaurer leurs marges, la concurrence reste vive : la France y conserverait difficilement ses parts de marchés.

Pourtant, que ce soit en terme de coût relatif ou de prix relatifs (1), exprimés en une monnaie commune, les indicateurs de compétitivité sur le marché intérieur comme sur les marchés extérieurs montrent incontestablement une tendance à l'amélioration depuis 1980 qui justifierait un raffermissement plus net de la position des produits français.

*Les équations de commerce extérieur retracent sur le passé récent une évolution des exportations et des importations industrielles assez différente de celle que l'on observe en réalité.*

*Pour les exportations, au premier trimestre 1983 le niveau observé se situe environ 7 % en dessous du niveau simulé par l'équation. L'écart est seulement de 3 % au quatrième trimestre 1982.*

*Les importations industrielles, en sens inverse, ont été sur l'ensemble du second semestre 1982 supérieures de 3 à 4 % à leur niveau simulé. Cet écart se réduit fortement au premier trimestre 1983 alors que les entreprises constituent des stocks importants : L'équation prend en compte le fait que le stockage a un fort contenu en importations.*

---

(1) Coût relatif = coût unitaire étranger exprimé en francs/coût unitaire français

prix relatif = prix de vente étranger exprimé en francs/ prix d'exportation ou de production français .

Du quatrième trimestre 1982 au quatrième trimestre 1983, à cause de la tendance à l'amélioration de l'indicateur de compétitivité, l'équation prévoit une croissance des exportations de plus de 3 %. Nous n'avons pas jugé cette croissance probable et nous avons retenu dans la note une évolution plus modérée. Rappelons que les livraisons de biens d'équipement relevant de contrats assurés par la COFACE seront en baisse sur l'année 1983 d'environ 7 % en volume ; comme elles représentent 20 % des ventes françaises à l'étranger de produits manufacturés, elles contribueront à faire baisser les exportations industrielles de 1,5 % en 1983.

La baisse du taux de pénétration en glissement sur l'année 1983 est chiffrée à 1 % par l'équation. Là encore nous avons préféré retenir dans la note une baisse plus modérée de 0,5 point.

Ces choix ont été guidés par le fait que les gains des parts de marchés simulés résultent essentiellement de l'évolution des indicateurs de compétitivité dont l'interprétation est délicate.

Les difficultés d'interprétation des indicateurs de compétitivité proviennent du fait qu'ils comparent des paniers de biens différents en France et à l'étranger. Leur évolution retrace à la fois les évolutions du prix des produits à structure inchangée et les modifications de structure des échanges, sans qu'il soit possible de faire la part des deux facteurs.

Enfin, les équations traditionnelles de commerce extérieur avec lesquelles nous travaillons sont des équations de demande. Il est possible, quoiqu'on manque de confirmation statistique précise pour asseoir une telle hypothèse, que l'offre rentable de produits joue depuis 1980 un rôle plus important que par le passé dans la détermination des échanges extérieurs. Or les capacités de production réagissent moins vite que la demande aux mouvements des prix : il en résulterait une plus grande insensibilité des échanges à l'évolution de la compétitivité.

## 1.2. Les échanges agro-alimentaires

Depuis l'automne 1982, les importations agro-alimentaires plafonnent en raison d'une stabilisation des volumes et des prix. Parallèlement, depuis le début 1983, un vif repli des exportations fait suite à la forte reprise du quatrième trimestre 1982. Au total, le solde agro-alimentaire se dégrade légèrement au premier trimestre 1983 (1,3 milliard par mois contre 1,7 au quatrième trimestre 1982).

Dans les prochains mois, la contraction des débouchés pour les céréales ne permettrait qu'une modeste reprise des volumes exportés. L'excédent mensuel moyen agro-alimentaire ne devrait pas subir de changement notable d'ici à la fin de l'année. Compte-tenu d'un acquis de 6,7 milliards de francs sur les cinq premiers mois de l'année, l'excédent annuel des échanges agro-alimentaires pourrait ainsi s'élever, comme en 1982, à 15 milliards de francs.

## 1.3. Les échanges énergétiques

Le coût mensuel moyen de l'approvisionnement énergétique de la France est passé de 15,3 milliards au quatrième trimestre 1982 à 13,8 milliards au premier trimestre 1983. Deux éléments ont contribué à cette évolution : la baisse de l'ordre de 5 % du prix du pétrole brut (dont la moitié résulte de la baisse du dollar) et surtout la baisse de

13,8 % du prix des produits pétroliers raffinés dont le volume a augmenté en conséquence ; d'autre part le volume des importations énergétiques a baissé de près de 4 % à la faveur d'un fort mouvement de déstockage de pétrole.

Au deuxième trimestre, au contraire, les volumes importés recommencent à augmenter fortement (+ 6 % sur le trimestre). Les prix restent stables. La montée de la devise américaine (8,4 %) compense la baisse de l'ordre de 8 % du prix de l'énergie en dollar qui, compte-tenu des délais de route se situe principalement au deuxième trimestre 1983. Le déficit énergétique est donc au deuxième trimestre légèrement plus élevé qu'au premier (- 14,5 milliards de francs par mois au lieu de - 13,8) ; ce niveau devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année.

*La demande énergétique devrait être stable en 1983 et la production française devrait en satisfaire une part plus importante (65 millions de TEP contre 60 en 1982). Ainsi, malgré un déstockage moins fort qu'en 1982 (à cause d'un stockage de gaz), le volume des importations énergétiques pourrait baisser sur l'ensemble de l'année d'environ 2 %. Il en résulterait une stabilisation des volumes importés d'ici à la fin de l'année. Par ailleurs si le dollar se maintient autour de 7,60 F au second semestre 1983, le prix de l'énergie en francs ne devrait plus baisser à partir de l'été.*

#### **1.4. Le solde des échanges de marchandises**

Le solde global FAB-FAB devrait ainsi se stabiliser sur l'ensemble du second semestre sur un déficit de 3 à 4 milliards de francs par mois, voisin de celui observé en moyenne mensuelle au cours du second trimestre. Le déficit cumulé sur l'ensemble de l'année ne devrait guère descendre en dessous de 60 milliards de francs. Si le dollar valait 7,20 F au lieu de 7,60 F (soit une baisse d'un peu plus de 5 %) au second semestre, le déficit serait allégé d'environ 5 milliards.

#### **2 - Les transactions courantes**

Le déficit des paiements courants s'est fortement accru au premier trimestre 1983 (- 25,0 milliards en données CVS contre - 16,6 le trimestre précédent) en raison de la forte concentration de l'excédent traditionnel des échanges de services (3,3 milliards contre 10,1 au quatrième trimestre 1982 et 34,8 milliards sur l'année). Cette contraction résulte à la fois des services liés aux échanges de technologie (dont l'excédent a reculé de 4 milliards en un trimestre) et de la balance des intérêts reçus et versés à l'extérieur par les agents français, publics ou privés.

L'ampleur de la chute enregistrée sur les grands travaux et la coopération technique confirme le fléchissement du montant des grands contrats à l'exportation recensés par la COFACE. Elle semble toutefois indiquer que les services liés aux échanges de technologie renouvelleront difficilement en 1983 leur performance de 1982 où ils avaient dégagé près de 30 milliards d'excédent (contre 21,9 en 1981).

La dégradation de la balance des intérêts versés et reçus a certainement été influencée par la crise de change qui s'est développée en début d'année. Les opérateurs, an-

Participant un réaménagement des parités ont vraisemblablement tenté de décaler leurs règlements, les résidents en les accélérant et les non résidents en les retardant. De même, le coût des interventions menées sur les euro-marchés avant le réajustement du 21 mars gonfle temporairement les charges d'intérêts payées par la France au premier trimestre. Ces interventions ont eu pour objet de dissuader la spéculation par des taux extrêmement élevés sur le marché de l'euro-franc, ce qui a permis de ménager les réserves publiques de change.

Cependant la progression de l'endettement à l'extérieur réalisée en 1982 et prévue pour 1983 devrait conduire à une détérioration de la balance des revenus du capital (+ 4,25 milliards en 1981, + 0,22 milliards en 1982) pour l'année en cours. Il en irait de même de la ligne "services gouvernementaux" (+ 7,16 milliards en 1981, + 3,58 milliards en 1982) où sont comptabilisées les charges d'intérêts liées aux emprunts à l'extérieur du Trésor ainsi que les recettes liées à la rémunération des réserves publiques de change.

Compte tenu de ces éléments et en retenant comme hypothèse une relative stabilité des autres lignes de services et de transferts, le solde des paiements courants connaîtrait une amélioration d'une vingtaine de milliards. La sensible amélioration à partir du deuxième trimestre 1983 qu'implique un tel résultat, compte tenu de l'acquis du premier trimestre, résultera de celle des échanges de marchandises.

#### La balance des paiements courants

milliards de francs courants

	1981	1982	1er trimestre 83 (non CVS)
Commerce extérieur	-54,0	-105,3	-29,5
Invisibles	+28,3	+ 26,2	+ 0,4
Transactions courantes	-25,7	- 79,1	-29,1
Capitaux à long terme	-21,0	+ 23,6	+19,1
dont : .emprunts autorisés (tirages nets)	+33,6	+ 78,6	+30,2
.crédits commerciaux	-22,5	- 29,9	- 4,6
Court terme secteur privé	-12,4	+ 15,9	- 7,5
Erreurs et omissions	-12,2	- 6,4	- 3,2
Court terme secteur bancaire	+42,7	+ 12,8	+14,2
Court terme secteur public	+28,6	+ 33,2	+ 6,5

Source : Banque de France

### 1 – Le compte des administrations

La gestion des recettes et des dépenses des administrations en 1983 a pour but de stabiliser le déficit hors charges d'intérêt. Mais le déficit y compris charges d'intérêt s'alourdira d'au moins 30 à 40 milliards (1) du seul fait du service de la dette. D'année en année, la charge d'intérêt du budget de l'Etat s'accroît. Ainsi, même en 1980, alors que le budget était équilibré, la charge d'intérêt de la dette s'élevait à 53 milliards de francs de l'époque (36 milliards nets des intérêts reçus). L'alourdissement du déficit public en 1981 et en 1982 ainsi que l'évolution des taux d'intérêt ont rapidement augmenté ce poste de dépenses qui devrait avoisiner 100 milliards de francs en 1983 contre 76 milliards en 1982 (49 milliards nets des intérêts reçus). Pour interrompre cette croissance très rapide, on ne peut que réduire le déficit hors charges d'intérêt qui l'alimente. Pour cela la croissance des dépenses hors charges d'intérêt doit donc être inférieure à celle des recettes. C'est ce vers quoi on s'achemine en 1983.

Cet ajustement a nécessité des mesures importantes du gouvernement car spontanément, dans la conjoncture de ralentissement de l'activité de 1983, la progression des recettes tend à ralentir tandis que celle des dépenses, en particulier par les prestations, tend à s'accélérer. Les mesures d'alourdissement de la pression fiscale et de ralentissement des versements de prestations et des dépenses de l'Etat devraient conduire en 1983 à une croissance des recettes un peu plus rapide que celle des dépenses (hors charges d'intérêt).

### 2 – La politique monétaire et le financement des agents

La norme de progression de la masse monétaire M2 initialement fixée à 10 % pour 1983 a été ramenée à 9 % au moment de la mise en place du plan de rigueur du mois de mars. Aux mesures prises en mars (notamment l'emprunt obligatoire), qui limitent quelque peu le recours du Trésor à la création monétaire, est venue s'ajouter en juin une révision des conditions de mise en oeuvre de l'encadrement du crédit qui assure la compatibilité de l'évolution prévisible des contreparties avec l'objectif retenu pour M2.

Au premier trimestre, la masse monétaire M2 a crû au rythme annuel de 7,8 %. Malgré la forte croissance de la collecte des réseaux de caisse d'épargne qui ont bénéficié des relèvements du plafond des dépôts sur les livrets de caisses d'épargne populaire

---

(1) La modification du mode de versement des intérêts sur les bons du Trésor en 1982 contribue à cette évolution en entraînant le report sur 1983 de 5 ou 6 milliards de versement d'intérêts qui auraient dû relever de 1982.

puis sur les livrets A, l'ensemble des liquidités M3 ne s'est pas développé plus rapidement que M2 car on a observé simultanément une stagnation des bons du Trésor émis dans le public.

Le dynamisme du marché financier a sans doute contribué à freiner la demande de monnaie et a permis à une épargne abondante de s'investir sans que s'accroisse le taux de liquidité de l'économie. C'est ainsi que sur les cinq premiers mois de l'année, les émissions d'obligations nouvelles atteignent 80 milliards de francs contre 52 pour la période correspondante de 1982. Les émissions d'actions ont également été fortes et les lancements des premiers titres participatifs ont connu un vif succès. Cependant, confronté à un programme d'émissions très important, le marché obligataire a parfois semblé proche de la saturation.

L'attrait spéculatif des émissions à taux fixe en période de baisse des taux s'est peu à peu dissipé avec la stabilisation des rendements. Les souscriptions se sont alors reportées sur les titres à taux variable, ce qui marque un renforcement des anticipations de hausse des taux. Le maintien d'un tel effort de collecte au second semestre devrait dans ces conditions donner naissance à des tensions sur les rémunérations ou sur les montants.

Les ménages devraient ressentir différemment la contrainte de l'encadrement du crédit selon leurs types de dépenses. La distribution de crédits au logement bénéficie d'un régime relativement favorable, tout au moins pour le secteur aidé, qui devrait permettre d'adapter sans problèmes l'offre à une demande peu vigoureuse.

En revanche les prêts personnels consentis aux particuliers demeurent bloqués au niveau atteint à fin novembre 1982. Les autres concours restent soumis à la norme générale de 2,5 % (3 % pour les établissements spécialisés dans le financement des ventes et achats à tempérament) qui devrait s'avérer contraignante.

Les entreprises, qui devront financer un montant à peu près équivalent à celui de l'année passée, apparaissent plus avantagées par le système d'encadrement.

Elles bénéficient en effet de normes spécifiques pour les crédits à l'exportation et pour certains crédits d'équipements prioritaires. Elles ont également accès aux financements en devises qui restent en dehors de l'encadrement.

Le bas niveau de la norme, eu égard aux évolutions nominales de l'économie, renforce le rôle du marché financier. En premier lieu, les entreprises sont amenées à s'y procurer directement les ressources que les banques n'auraient pu mettre à leur disposition. Les institutions de crédit sont par ailleurs incitées à y collecter des ressources stables que la réglementation les autorise ensuite à prêter aux entreprises en franchise de norme (1).

C'est en fait ce deuxième circuit qui est le plus utilisé. Sur les 155 milliards d'émissions obligataires réalisées en France en 1982, les institutions de crédit ont

---

(1) A partir de juillet 83, cette possibilité ne s'applique plus qu'à 90 % des emprunts obligataires des banques.

prélevé 78 milliards et les administrations 46. Les entreprises non financières n'ont collecté que 30 milliards dont plus des deux tiers ont été levés par les seules grandes entreprises nationales.

En 1983, le montant des émissions brutes pourrait atteindre 185 milliards. L'Etat n'ayant émis au premier semestre qu'un seul emprunt de 10 milliards en février auquel s'ajoute l'emprunt obligatoire de juin (environ 13 milliards), le montant de sa collecte ne paraît pas devoir dépasser en 1983 le niveau de 1982. Le partage des ressources ainsi laissées disponibles entre les institutions de crédit et les entreprises non financières devrait permettre une croissance d'environ 12 % sur l'année des crédits bancaires contre plus de 17 % en 1982. Il est à remarquer que si l'essor du marché financier contribue à la consolidation de l'épargne et réduit la transformation, c'est-à-dire le financement de besoins longs par des ressources courtes, il ne remet pas en cause le rôle d'intermédiaire joué par les institutions de crédit.

Compte tenu de ce qui a été dit plus haut sur la place des emprunts d'Etat en 1983, la progression du besoin de financement des administrations (20 à 30 milliards sur l'année) entraînera une expansion marquée de la création monétaire du Trésor.

La contraction du déficit des paiements courants prévue pour l'année en cours (environ 20 milliards) réduit d'autant le besoin de financement de la France vis-à-vis du reste du Monde.

Le tableau ci-après illustre les conditions de réalisation de l'objectif monétaire en 1983. Précisons qu'il s'agit là d'un scénario purement exploratoire qui ne saurait constituer une prévision en raison des multiples arbitrages entre les contreparties que les autorités monétaires peuvent induire.

#### Un scénario de respect de l'objectif monétaire en 1983.

	Déc.1982	Déc.1983	Déc.1983-Déc.1982	$\frac{\text{Déc.1983}}{\text{Déc.1982}}$	$\frac{\text{Déc.1982}}{\text{Déc.1981}}$
	en milliards de francs courants			en %	
Masse monétaire (M2)	1755	1913	158	9	11
Or et devises (net)	32	30	-2	-6	-61
Trésor	198	255	57	29	20
Crédits de caractère bancaire	1866	2090	224	12	18
Autres concours	238	271	33	14	19
Ressources non monétaires	-347	-412	-65	19	33
Divers	-232	-321	-89	38	12
Total des contreparties	1755	1913	158	9	11

**Pour un dialogue  
scientifique**

# ANNALES

## de l'insée

- Statistique mathématique, technique des sondages, économétrie, théorie économique quantitative...  
autant de domaines qui intéressent particulièrement les universitaires et chercheurs.
- Les conditions permettant un dialogue entre les cadres de l'INSEE et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines, à partir d'une revue scientifique.
- Quatre fois par an les résultats de **recherches** statistiques et économiques.

**Abonnement 1 an (4 numéros) :**

	France	Étranger	Le numéro
- édition sur papier	240 F	280 F	70 F
- édition sur microfiche	80 F	120 F	15 F

P. 459

**CONSULTATIONS, VENTES :**

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

**insée**

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

# ÉCONOMIE ET STATISTIQUES AVANCÉES

Fondés sur une longue expérience de l'enseignement supérieur en économie et en statistique, les cours de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (E.N.S.A.E.) ainsi que ceux du Centre d'Études des Programmes Économiques (C.E.P.E.) sont maintenant disponibles sous la forme d'une collection intitulée « *Économie et Statistiques avancées* » publiée par Économica. Ces cours forment un ensemble cohérent et original utile aux étudiants en mathématiques et en économie de l'université ou d'autres grandes écoles.

*L'INSEE a sélectionné cette série d'ouvrages que vous pouvez vous procurer dans les Observatoires Économiques Régionaux :*

Théorie microéconomique (J.-J. Laffont, volume I :  
Fondements de l'Économie Publique, 1982, 95 F)

Théorie des sondages (C. Gouriéroux, 1981, 95 F)

Cours de probabilités (A. Montfort, 1982, 95 F)

Cours de statistique mathématique (A. Montfort,  
1982, 95 F)

Monnaie, institutions financières et politique moné-  
taire (J.-P. Patat, 1981, 95 F)

L'analyse des données (M. Volle, 2<sup>e</sup> édition, 1980,  
95 F)

L'économie française (G. Michel, 1982, 120 F)

---

CONSULTATION, VENTE : P. 483  
Dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE (adresses en  
fin de publication).



Institut National de la Statistique et des Études Économiques.





# LE DISPOSITIF I.N.S.E.E. D'INFORMATION CONJONCTURELLE

## UN BULLETIN

### INFORMATIONS RAPIDES

Ce bulletin vise à diffuser au plus vite le plus grand nombre possible de chiffres établis par l'INSEE. Il est destiné notamment à celui qui utilise quotidiennement les informations nouvelles sur la conjoncture. 250 numéros par an environ : derniers indices et statistiques, premiers résultats d'enquêtes puis résultats détaillés, comptes trimestriels, etc. Les données sont accompagnées d'un commentaire rapide ou d'une analyse développée.

**ABONNEMENT 1 AN** : France, 900 F; étranger, 1 100 F.

EXPEDITION au tarif postal LETTRE; elle suit de six à quarante-huit heures au plus, selon le volume, l'achèvement statistique et rédactionnel de chaque numéro.

## UN OUTIL

### TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue forme, principalement, un outil d'aide à la réflexion destiné à l'économiste, au conseiller du décideur et à l'ensemble des observateurs professionnels. Le stock de graphiques et de notes de présentation forme du même coup un outil pédagogique pour les étudiants en économie et leurs professeurs.

Deux cahiers trimestriels de graphiques. CAHIER 1 : un tableau de bord très complet pour le conjoncturiste, avec 600 séries sur dix ans. CAHIER 2 : avec 600 autres séries sur vingt ans, les moyens d'une synthèse construite du mouvement économique français situé dans l'environnement international.

Les suppléments de TENDANCES apportent aux abonnés la possibilité d'avoir sous la main, en permanence, leur outil totalement à jour.

CHAQUE QUINZAINE : les nouveaux chiffres parus, de source INSEE ou extérieure à l'Institut, pour les 1 200 séries des cahiers.

CHAQUE MOIS : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.

CHAQUE TRIMESTRE : l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (note de synthèse conjoncturelle).

**ABONNEMENT 1 AN** : France, 400 F; étranger, 480 F.

EXPEDITION : mêmes conditions que les Informations Rapides pour les suppléments (LETTRE); les cahiers trimestriels 1 et 2 sont routés dix ou onze jours ouvrables après l'achèvement à l'INSEE de la remise à neuf des 1200 courbes.

## UNE SELECTION

### ENQUÊTES ET SYNTHÈSES CONJONCTURELLES DE L'I.N.S.E.E.

Ce service est constitué d'extraits des INFORMATIONS RAPIDES et de TENDANCES DE LA CONJONCTURE. La sélection vise à informer ceux qui ont peu de temps à consacrer aux chiffres mais souhaitent disposer d'analyses de première main. Elle réunit les documents commentés les plus synthétiques : note de conjoncture trimestrielle, conclusions des grandes enquêtes, notes sur les comptes trimestriels.

**ABONNEMENT 1 AN** : France, 300 F; étranger, 400 F.

EXPEDITION : mêmes conditions que les Informations Rapides (LETTRE).



ISSN 0150 - 8849

**BULLETIN D'ABONNEMENT**. Veuillez noter mon abonnement à la publication suivante :  
ENQUÊTES ET SYNTHÈSES CONJONCTURELLES (rayer les mentions inutiles).  
• **Montant total à régler** (tarifs ci-contre) : ..... F  
• **Ci-joint, en règlement** : mandat, chèque postal ou bancaire (rayer les mentions inutiles) au nom de M. le sous-régisseur des recettes de l'INSEE.  
NOM ou raison sociale : .....  
PROFESSION ou activité : .....  
ADRESSE : .....  
A ..... le .....  
Signature : .....